L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 26 AOUT 1853.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. S. DUBOUR.
E. DUVERGER. J. HARRY.
N° 58, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 26 AOUT 1853.

POUR LE CONGRES.
DEUXIEME DISTRICT.
T. G. HUNT.

Président d'Etat :
HARRY T. HAYES—de la Nouvelle-Orléans

Auditeur des Comptes Publics :
JOHN E. KING—de St-Landry

Surintendant des Ecoles Publiques :
A. M. LANGE—de Pointe-Coupée-Rouge

COMITE CENTRAL WHIG, DE L'ETAT.

Les membres du Comité Central Whig, de l'Etat, devront se réunir à la salle du club, rue du Canal, coin de la rue de l'Echange, ce soir, 26 septembre, à 7 heures.

Par ordre CHS M. WATERMAN, président.
H. S. JOHNSON } Secrétaires.
F. C. LAVILLE }

DEUXIEME DISTRICT CONGRESSIONNEL

Les délégués whigs qui ont représenté à la convention congressionnelle, tenue à Donaldsonville les paroisses d'Orléans et de Jefferson, publient aujourd'hui dans notre partie anglaise une réponse aux reproches qui leur ont été adressés par quelques-uns de nos amis politiques d'Ascension et de St Martin. Cette réponse se fait remarquer par sa modération et par les sentiments de fraternité qui expriment les signataires. Ils relèvent une à une les imputations dirigées contre eux et les combattent victorieusement. Désignés pour nommer un candidat au Congrès, ils ont pensé, disent-ils avec raison, que la meilleure base à adopter, pour fixer le choix des suffrages par paroisse, à la Convention, était celle du vote donné à la dernière élection congressionnelle. Un certain nombre de délégués de la campagne se sont opposés à cette base, les uns préférant la base représentative du pivot, d'autres déclarant qu'il fallait se guider d'après le vote de la dernière élection de président ou de gouverneur.

Les délégués d'Orléans et de Jefferson ne voyant aucun rapport entre l'élection d'un président ou d'un gouverneur et celle d'un membre du Congrès, ont refusé de reconnaître d'autre base que celle des votants à la dernière élection congressionnelle. La majorité d'ailleurs pour ces derniers et : la convention qui avait désigné M Landry ayant reglé ses suffrages par paroisse d'après le nombre des électeurs whigs qui avaient voté à la précédente élection congressionnelle.

Les délégués de la campagne insistant pour l'adoption de la base représentative, ceux d'Orléans et de Jefferson ont compris qu'on refusait de leur rendre justice, et se sont retirés. Invités un peu plus tard à se réunir de nouveau à leurs collègues de la campagne, ils se sont rendus au désir de ces derniers dans l'espoir qu'un candidat serait enfin nommé qui aurait accepté par tous les whigs du district.

La séance ayant été ouverte de nouveau, un comité de sept membres, pris tous dans les paroisses rurales, à l'exception d'un délégué de Jefferson, a recommandé à la Convention d'adopter la base électorale, et ce rapport a été adopté. Ce point réservé, on a procédé à la désignation du candidat. *Toutes* les paroisses (excepté St-Jean Baptiste qui n'avait pas envoyé de délégués à Donaldson) étaient représentées, et quelques délégués ont pris part au scrutin. Pourquoi donc une nouvelle Convention ? Le désordre le plus complet a constaté que les paroisses Ste Marie, St Martin et St Charles avaient voté pour M. John Moore (13 voix); les paroisses Assomption, Ascension, Lafourche, Terrebonne et une partie de St Jacques (17 voix) pour l'honorable J. Aristide Landry, et les paroisses d'Orléans et de Jefferson ainsi qu'une partie de St-Jacques (36 voix) pour M. Théodore G. Hunt. Celui-ci ayant obtenu la majorité des suffrages, a été proclamé candidat whig pour représenter le deuxième district au Congrès.

Les délégués de Ste Marie et de St Martin avaient reçu l'ordre de voter pour M. Moore. Si ce dernier ou M. Landry avait été désigné par la Convention, les délégués d'Orléans et de Jefferson se seraient empressés de leur donner leur cordial appui.

On reproche aux délégués d'Orléans et de Jefferson leur *tyrannie*. Les auteurs de la circulaire rejoindront qu'il leur serait facile d'adresser de leur côté des reproches aux délégués de certaines paroisses, mais qu'ils s'en abstiennent par esprit de conciliation et pour ne point ajouter de nouveaux éléments de discorde à ceux qui existent déjà. Ils n'ont fait, disent-ils, que réclamer un droit, et nie dans le leur pert d'obtenir justice est de la tyrannie, ils ne sont coupables en effet.

Les disciples d'Ascension et de St Martin disent que le désordre a marqué les délibérations de la Convention et que l'acte de celle-ci renaîtrait en conséquence leur les whigs du district. Quel désordre, et les délégations des campagnes n'ont-elles point tenu de vote? Supposons qu'un ou de M. Hunt, la Convention est désigné M. Moore ou M. Ladery, est-ce que les dissidents parleraient de désordre et de tyrannie?

Les signataires déclarent en terminant qu'ils ont rempli leur devoir consciencieusement et qu'ils espèrent que les whigs des campagnes se rallieront unanimement à la candidature de M. Hunt.

Le document que nous venons d'analyser brièvement et sur lequel nous appelons spécialement l'attention de nos amis politiques de la campagne est signé de MM. C. M. Waterman, Nic. Martin, T. J. Huntberger, L. Farrière, John N. Hawthorn, A. Laget, Jos J. Bagert, Henry J. Forstall, Charles T. Estlin, Henry D. Ogden, James W. Duplessis, B. H. Pressergeau, Pierre Sauvé, J. O. Pierson, Joseph Curtis, Gustave Bush, F. J. Lasser, P. A. Bruneau, Guy Dreux, John M. Burke, A. P. Simpson, Ch. H. Nott ot, R. F. Caulfield et James Begge.

BANQUE DES CITOYENS

On verra par un avis publié plus loin que la Banque des Citoyens transportera, ici rue, tem, bre ses bureaux de la rue Toulouse, ou ils sont à titre provisoire maintenant, au coin des rues Royale et Bourbon, en face de l'ancienne Banque de la Louisiane. La banque des Citoyens reprendra, lorsqu'ils auront été achevés, ses jours d'escompte qu'elle a été forcée de suspendre. Les actionnaires ne tarderont pas à porter leurs fruits. Les 10,000 actions sont à discrétion annonce le placement seront rapidement enlevées : l'occasion est trop belle pour que les capitalistes la laissent échapper.

MORT DU Dr. NORTHALL.—Nous annonçons avec regret la mort du Dr. Northall, un des rédacteurs de *Delta*. M. Northall, quoique son accent mais, était resté à la Nouvelle-Orléans depuis le commencement de l'épidémie, et il était parti jeudi dernier pour aller à New York rejoindre sa famille qu'il craignait mener et la commencement de l'automne. Les médecins l'ayant engagé à s'arrêter à Hollywood pour voir si il pourrait pas avec lui le germe de la maladie, il suivit ce conseil, et en effet, à peine arrivé, il se sentit atteint des symptômes de la fièvre jaune. Il est mort hier matin, à deux heures et demie. Nos confrères de *Delta* perdent en lui un collaborateur de talent.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

NEW-YORK, 20 août 1853.

Messieurs,

Les accidents de chemins de fer ont été assez nombreux depuis quelques jours pour satisfaire ceux de vos lecteurs qui ont le plus de goût pour le drame ; cependant comme j'ai commencé à en faire l'histoire, vous me permettrez de finir. Les témoignages recueillis par le jury du coroner dans l'enquête ouverte au sujet de la catastrophe du chemin de fer de Worcester et de Providence ont révélé des faits inouïs et un état de choses incroyable. Il paraît que le train d'un bac, cause première de l'épouvantable désastre n'avait point de conducteur depuis quelque temps. Un simple employé à trente plastres par mois remplissait journellement ces importantes fonctions. Trop pauvre pour acheter une montre, et la compagnie qui est obligé de lui en donner une, il n'a emprunté celle d'un marchand de lait. La veille il l'avait réglée sur l'horloge de la compagnie, mais au moment de l'accident elle était en retard de deux minutes. Comme une minute de plus lui eût suffi pour arriver aux ensembles à la voie de Boston, il est évident que la responsabilité de l'affreux accident doit peser sur les directeurs. Les témoignages ont prouvé que jamais, depuis que la direction de ouvrez avait été confiée à cet employé, les trains n'étaient arrivés en temps opportun aux diverses stations. Le verdict a donné et l'employé Putnam et la compagnie. Le premier a été arrêté à Providence le 17 de ce mois, à la requête du coroner, sous la prévention d'homicide. Il a fourni $10,000 de cautionnement. Mais pourquoi le coroner n'a-t-il fait arrêter le pauvre employé, qui ne possède pas un sou vaillant, et n'a-t-il pas demandé le président et les directeurs ? Serait-ce parce que ces derniers sont riches ? Le jury ne les a-t-il pas également signalés comme coupables ! Est-ce à vedet de tour ce que force le sur-sou de former un jury ? Les organes ressuscité-t-il leurs pâtés ? Avez-vous pour de remettre aux mains de la justice des banques qui sont ramassés dans Wall Street ? Vous devriez en ignorant employé, et deux respectent ceux qui avaient depuis 8 ch'ch ! Vous pouvez, si vous bien envoyer le soussus aux galères et laisser libre le monstrier.

Nos classes ouvrières commencent à voir clair autour d'elles. Les lignes nouvellement données par les propriétaires de New-York et l'augmentation de [illegible] imposé en conseil de fainéans, devant lesquelles nos ouvriers auparavant se tenaient parfaitement pâles de respect, ne leur inspirent aujourd'hui qu'un sentiment de mépris. Ils ne veulent plus travailler à ces prix dérisoires. Ils ont raison. Le logique de l'estomac est d'ailleurs la plus convaincante, et elle a bien prouvé à nos ouvriers que le droit était de leur côté que depuis quelques années le prix des objets nécessaires à la vie suivaient les yeux sont mêmes observateurs. La